

LES SURVIVANTS DES ATROCITES ET GENOCIDE EN COURS EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

Lettre ouverte au Président Barack Obama

Concerne :

La "**diplomatie de l'apartheid**" mise en œuvre en République Démocratique du Congo (RDC) par Département d'État, par M James F. Entwistle, l'actuel Ambassadeur des États-Unis à Kinshasa et par M Roger Meece, l'ancien Ambassadeur américain en RDC (2004-2007) devenu Représentant spécial du Secrétaire général des Nations-Unies en RDC ;

Monsieur le Président,

Nous, Hommes, Femmes et Enfants congolais exilés aux États-Unis, agissant en notre qualité de Survivants du Génocide et des Atrocités en cours de perpétration en République Démocratique du Congo (RDC),- vous adressons le présent Appel au soutien du Président, des Membres du Congrès et de l'ensemble du Peuple américain en faveur de la tenue, ce 28 novembre 2011, des élections présidentielles et législatives véritablement libres, démocratiques et transparentes dans notre pays. Notre Appel s'inscrit en droite ligne du leitmotiv lancé, peu avant sa mort, par votre illustre prédécesseur, Le Président John F. Kennedy qui déclarait : "**Ceux qui rendent impossible l'avènement de la révolution pacifique, sont ceux qui rendent inévitable la révolution violente.**"

Nous sommes convaincus du fait que le salut de notre pays et de notre Peuple sera le fait non seulement de l'édification d'un partenariat multisectoriel privilégié et mutuellement profitable liant les partenaires américains et congolais mais aussi et surtout de la mise en œuvre préalable du processus d'émergence d'un État de droit en RDC. En effet l'État n'a jamais prévalu en RDC depuis la proclamation de son Indépendance nationale le 30 juin 1960 jusqu'à ce jour de l'an 2011. L'unanimité est faite pour reconnaître qu'à ce jour seul le Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba et ses 31 ans de la lutte pacifique et non-violente pour l'instauration de l'État de droit en RDC, jouit de la confiance de la plus grande majorité du Peuple congolais pour, en qualité de Chef de l'État congolais, garantir la réalisation de cet objectif. Aussi, la présente Lettre ouverte constitue un Appel pathétique en faveur d'un changement au niveau de la diplomatie des États-Unis d'Amérique en RDC.

En effet, et fort malheureusement, le Département d'État américain et l'Ambassadeur des États-Unis à Kinshasa n'ont cessé d'adopter des prises de position négatives par rapport à ces aspirations majoritaires du Peuple congolais. Cette position négative est aussi celle adoptée par l'ancien Ambassadeur des États-Unis en RDC (2004-2007), Mr Roger Meece qui, actuellement, assume les fonctions stratégiques de Représentant du Secrétaire général des Nations-Unies qui est, de facto, l'Autorité de tutelle dans notre pays.

Cette unanimité porte aussi sur l'extrême nécessité de votre compassion, Monsieur le Président, et aussi celle des membres du Congrès et du Peuple américain en faveur des 70 millions d'hommes, femmes et enfants congolais qui, chaque jour, endurent les pires souffrances physiques et morales. Un Peuple pris en otage par toutes sortes des milices criminelles armées d'origines étrangères. Un Peuple victime d'atrocités et d'un génocide qui l'exterminent massivement, le déshumanisent, le chosifient et le clochardisent. Autant des crimes contre l'humanité consignés dans de nombreux Rapports établis, entre 1997 et 2011, par différentes Commissions d'enquêtes des Nations-Unies.

Au nombre de ces Rapports se trouvent le "Rapport Garretton", le "Rapport Kassem", le "Rapport Safiatou", le "Rapport Mapping" et autres qui, tous, identifient l'actuel "Chef de l'État" en place dans notre pays et certains de ses plus proches collaborateurs comme étant au nombre des principaux auteurs et co-auteurs, responsables et co-responsables de ces crimes contre l'humanité. Outre ces extravagances criminelles perpétrées par le "Pouvoir" en place à Kinshasa,- le Département d'État et les Ambassadeurs américains qui se sont succédés en RDC,- devraient avoir été tous informés sur l'implication du "Chef d'État" en place dans l'approvisionnement des réseaux terroristes internationaux en "uranium" et aussi dans le blanchiment de plusieurs milliards de "narcodollars" injectés sur le marché financier congolais.

Aussi, Nous, Survivants du Génocide et des Atrocités en cours dans notre pays relevons ces mots contenus dans le discours prononcé ce 15 novembre 2011, au Siège de Nations-Unies, à New York, par le Président de la Cour pénale internationale (CPI) indiquant : "**Lorsqu'on laisse régner l'impunité, elle fait perdurer un désir de vengeance chez les populations qui ont été victimes des crimes commis à grande échelle et constitue un terreau fertile pour la résurgence des conflits.**"

Ces crimes contre l'humanité perpétrés contre le Peuple congolais et consignés dans chacun de ses Rapports d'enquêtes des Nations-Unies,- sont pires que la somme des atrocités et crimes imputés au Président Ben Ali en Tunisie, au Président Hosni Moubarak en Égypte, au Président Mouammar El Kadhafi en Lybie et au Président Bacha El Assad en Syrie. Or, par rapport à chacun de ces pays, la politique étrangère mise en œuvre par le Département d'État a abouti au rejet de toutes perspectives de la tenue des élections présidentielles et législatives comme solution viable. Ben Ali, Moubarak et Kadhafi ont été chassés du Pouvoir.

Qu'est ce qui pourrait justifier la "**diplomatie de l'apartheid**" mise en œuvre par le Département d'État américain en faveur du maintien au Pouvoir à Kinshasa de l'auteur de ce que les plus crédibles des Organisations de défense des droits de l'homme au monde considèrent comme "**le plus grave désastre humanitaire survenu dans l'histoire de l'humanité, en terme d'extrêmes gravité des violations des droits humains et de pertes en vies humaines enregistrées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.**"

C'est dans ce contexte que,- Nous, Survivants des atrocités et du Génocide cours dans notre pays, plaçons le choix fait par le Département d'État et Mr James F. Entwistle, Ambassadeur des États-Unis d'Amérique en RDC offrant des outils de la répression à la Police congolaise pourtant identifiée par les différents Rapports d'enquêtes des Nations-Unies comme étant auteurs de nombreux d'entre les dits atrocités et génocide. Tel est le cas de l'assassinat de Floribert Chebeya, Dirigeant de l'une des plus importantes Organisations de défense des Droits de l'homme en RDC. Un crime perpétré de sang froid dans les bureaux du Chef de cette Police nationale congolaise. Un meurtre non encore élucidé.

Ni le Président, ni le Congrès, ni le Peuple américain n'accepterait que le Département d'État et l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Damas dépensent l'argent du contribuable américain pour l'achat et la livraison d'un important lot de matériel de la répression policière aux "Agents de l'ordre" opérant en Syrie. Du reste, concernant la Tunisie du Président Ben Ali, l'ancien Ministre français des Affaires étrangères, Mme Michele Alliot Marie avait été contrainte à la démission pour avoir offert à la Tunisie semblable "coopération de la France en matière de sécurité et de maintien de l'ordre."

Or, dans le cas de la RDC où prévaut un génocide établi par plusieurs Rapports d'enquêtes des Nations-Unies, le Département d'État et l'Ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Kinshasa ont fait le choix de verser dans la "**diplomatie de l'apartheid.**" Le choix de la répression des "Forces démocratiques et humanistes congolaises" engagées dans la voie des prévisibles et légitimes contestations populaires et nationales motivées par les tricheries organisées à la plus grande échelle par le Pouvoir sanguinaire et génocidaire en place à Kinshasa.

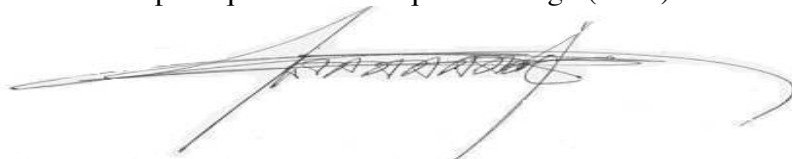
Le plus grave réside dans le fait que le Département d'État et l'Ambassadeur des États-Unis à Kinshasa font semblant d'ignorer les nombreux cas de flagrant délits de tricheries pré-électorales révélés notamment par des Agents des Nations-Unies (Radio Okapi) et par la Radio France Internationale faisant état de l'existence de plusieurs milliers de bureaux de vote fantômes, sur l'enrôlement massif des étrangers, des enfants mineurs d'âge, des militaires ... et surtout sur les faux et usages de plus des 3 à 5 millions des bulletins de vote imprimés et déjà mis en circulation à partir de l'Afrique du sud qui partage la responsabilité de conduire le Peuple congolais aux élections présidentielles et législatives du 28 novembre 2011 comme des moutons qu'on amène à l'abattoir.

Puisqu'il n'est jamais trop tard pour bien faire,- Nous, Survivants du Génocide et des Atrocités en cours en RDC en appelons à la compassion et au soutien du Président, du Congrès, de l'Administration et du Peuple américains pour aider le Peuple et les "Forces démocratiques et humanistes" de notre pays à faire prévaloir les plus profondes aspirations du Peuple congolais aux élections du 28 novembre 2011.

Parfaite considération.

Fait à Washington, DC Le 25 Novembre 2011

Pour les Survivants des Atrocités et Génocide en cours
République Démocratique du Congo (RDC)



Le Porte-parole
Jacques Matanda ma-Mboyoye Kudia Kubanza